

Burundi : Le conseil des Bashingantahe appelle à l'arrêt des tueries

@rib News, 11/09/2011 â€“ Source XinhuaLe conseil des Bashingantahe (des sages) a cÃ©lÃ©brÃ© samedi la fÃªte d'Intahe (symbole de l'Ã©quitÃ© d'une justice sociale traditionnelle), Ã©dition 2011, sous le thÃ©me de la rÃ©conciliation et a profitÃ© de l'occasion pour appeler les dirigeants burundais de tout faire pour que les tueries signalÃ©es Ã travers le pays s'arrÃªtent afin de mieux mener le processus de rÃ©conciliation. Â«Â A travers le pays, on signale des tueries sans nom. Le conseil des Bashingantahe le regrette profondÃ©ment et profite de cette occasion pour lancer un appel aux dirigeants du pays pour qu'un climat serein soit crÃ©Ã© et des conditions propices soient instaurÃ©es pour que le processus de rÃ©conciliation arrive au bon terme.

Comment voulez-vous que les gens se rÃ©concilient en mÃªme temps qu'ils s'entretuent ? Ce n'est pas possible. On ne peut pas vouloir une chose et son contraireÂ Â», a dÃ©clarÃ© d'une voix tonifiante Cassien Simbare, le prÃ©sident de la Fondation Intahe. Pour Cassien Simbare, ces tueries sont consÃ©cutives Ã un manque de dialogue entre les burundais et implore ces derniers Ã accepter d'entamer ce dialogue pour que ces tueries cessent et ainsi donner la chance de rÃ©ussir au processus de rÃ©conciliation envisagÃ©. Â«Â Nous n'avons jamais soutenu que les rÃ©sultats issus des Ã©lections de 2010 soient mis en cause. Mais d'Ãªs lors qu'il y a des malentendus, d'Ãªs lors qu'il y a des questions sur lesquelles on ne s'accorde pas, le dialogue s'impose. Nous regrettons qu'aujourd'hui, faute de ce dialogue, on signale des tueries sans nom. Le conseil des Bashingantahe renouvelle son appel pour que le dialogue soit acceptÃ© et pour qu'il y ait une situation sÃ©curisante qui apaise tous les burundaisÂ Â», a ajoutÃ© le prÃ©sident de la Fondation Intahe. Dans le cadre des mÃ©canismes de la justice transitionnelle, il est prÃ©vu un processus de rÃ©conciliation des burundais et un comitÃ© technique chargÃ© de proposer les modalitÃ©s de la mise en place de la commission nationale chargÃ©e de ce processus devra donner son rapport incessamment.